



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

Annecy, le **- 9 MAI 2022**

3, rue Paul Guiton
74 000 ANNECY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27 avril 2022

Contexte et constats

Publié sur



Société AD PLATING MARNAZ

97 impasse des Acacias
ZI Les Valignons
74460 MARNAZ

Référence : 20220427-RAP-AdPlatingMarnazRapInspGeorisques.

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 avril 2022 dans l'établissement AD PLATING MARNAZ implanté 97 impasse des Acacias ZI Les Valignons 74460 MARNAZ. L'inspection a été annoncée le 17 mars 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AD PLATING MARNAZ.
- 97 impasse des Acacias ZI Les Valignons 74460 MARNAZ.
- Code AIOT dans GUN : 0006104639.
- Régime : Enregistrement.
- Statut Seveso : Non Seveso.
- Ex IED – MTD.

La société AD PLATING (40 personnes) fait partie du groupe HACER spécialisé dans les traitements

de surfaces et les traitements thermiques des métaux dont le siège est situé à Cluses (74). Elle est constituée de deux entités, AD PLATING Grenoble (ex Hacer Traitements de Contacts à Saint-Martin-d'Hères-38), et AD PLATING Marnaz (ex Hacer Traitements de Contacts à Marnaz -74).

Le site de Marnaz s'étend sur 4500 m² et emploie environ 15 personnes en production. Il comprend deux bâtiments dont le principal a une emprise au sol d'environ 1350 m² et une petite annexe de 230 m².

L'établissement est spécialisé dans le dépôt de revêtements métalliques sur des pièces en acier, en acier inox ou en cuivre destinées au secteur de l'automobile (60 % de la production), à l'industrie électrique (15 % de la production) et aux biens d'équipements industriels (bâtiment,...). La couche métallique appliquée sur ces pièces de petites dimensions (entre 2 mm et 5 cm dans leurs plus grandes dimensions) permet d'obtenir des caractéristiques particulières telles qu'une protection anti-corrosion, une conductivité, un durcissement...

A ce titre, la ligne de traitement de surfaces exploitée dans l'établissement est organisée selon trois axes :

- Un axe destiné à la préparation des pièces (dégraissage chimique ou électrolytique, décapage) et comprenant également les traitements de cuivrage ou de nickelage.
- Un axe destiné aux traitements de nickelage, argenture, dorure ou étamage,
- Un axe de séchage/finition des pièces ainsi que leur stockage.

Il s'agit d'une ligne automatisée où les pièces sont traitées en vrac dans des bols vibrants ou des tonneaux rotatifs.

Sur le plan de la situation administrative, l'exploitation de l'établissement est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2009-2262 du 13 août 2009 qui a ensuite été modifié par l'arrêté préfectoral n° 2015105-0008 du 15 avril 2015 (mise à jour du classement des installations), puis par l'arrêté préfectoral n° PAIC-2020-0090 du 25 novembre 2020 (mise à jour des prescriptions relatives à la prévention de la pollution de l'eau).

Toutefois, suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées apportée par le décret n° 2019-292 du 09 avril 2019, l'activité de traitement de surfaces exercée dans l'entreprise ne relève désormais plus aujourd'hui que du régime de l'enregistrement sous les rubriques n° 2565-1-b (bains cyanurés) et n° 2565-2-a (bains non cyanurés). Dans ces conditions, les dispositions de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 sont aussi applicables de plein droit, en considérant les installations de la société AD PLATING comme existantes au sens de l'article premier de cet arrêté.

Il en résulte que l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 13 août 2019 continue à s'appliquer à l'établissement, mais est assimilé désormais à un arrêté d'enregistrement pour le traitement de surfaces et à un arrêté de prescriptions spéciales pour les autres activités soumises à déclaration qu'il régit, en référence aux articles L. 512-12, R. 512-46-22 et R. 512-52 du code de l'environnement.

Par ailleurs, il convient de noter que l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2020 sus-mentionné a précisé les prescriptions résultant de l'application de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019, en fixant de nouvelles valeurs limites d'émission de substances dans l'eau ainsi que leurs modalités de surveillance.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention du risque incendie. A ce titre, l'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2022 *"risques incendie dans les installations de traitement de surfaces soumises à autorisation ou à enregistrement"*.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives,
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie – Extincteurs et points d'eau incendie.	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.6.8. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 14.	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – Consignes.	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.1.7.4. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 20.III.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Recensement des parties à risques.	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.7.3. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 10.	/	Sans objet
Installations électriques - Conception.	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, articles 5.6.3.1 et 5.6.5.1. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 17.	/	Sans objet
Installations électriques – Mise à la terre.	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.6.4. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 17.	/	Sans objet
Installations électriques – Installations de chauffage.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques – Chauffage des bains.	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 6.1.2.7.4. Arrêté ministériel du 09/04/2019, articles 17 et 54.	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – Moyen d'alerte.	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.6.8. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 14.	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie – Entretien.	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, articles 5.6.8 et 5.6.5.1. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 14.	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – Dimensionnement et organes de commande.	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.1.7.4. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 20.III.	/	Sans objet
Désenfumage.	Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a recensé les zones à risque d'incendie et d'explosion de son établissement. Elles sont reportées sur un plan qui a été présenté à l'inspection des installations classées. Les zones à risques d'explosion sont repérées au moyen d'une signalétique appropriée.

Les installations électriques font l'objet d'un contrôle annuel par une société spécialisée. Les observations formulées dans les rapports de contrôle (demande de réparation ou de remise en conformité des installations) sont prises en compte par l'exploitant qui utilise à cet effet un logiciel de gestion de production assistée par ordinateur.

Les circuits de régulation thermique des bains de traitement de surfaces (chauffage ou refroidissement selon le type de bains) sont fermés. Les systèmes de chauffage des cuves de traitement sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés par l'exploitant.

L'établissement dispose d'un système de détection automatique d'un incendie déclenchant une alarme qui est télétransmise auprès d'une société de surveillance.

L'appel des services extérieurs d'incendie et de secours peut être assuré au moyen de téléphones fixes ou portables.

Afin de lutter contre l'incendie, l'établissement est doté d'extincteurs portatifs de types à eau pulvérisée avec additif, à poudre ou à CO₂, répartis dans le bâtiment industriel et dans les bureaux.

Ils sont signalés, visibles, facilement accessibles et font l'objet d'un contrôle annuel par une société spécialisée. Un poteau incendie, d'un débit supérieur à 80 m³/h sous 1 bar, est implanté sur la voie publique à moins de 100 mètres de l'entrée du site. Par ailleurs, deux réserves de sable de 100 litres sont installées dans l'établissement (une au rez-de-chaussée du bâtiment principal et la seconde au sous-sol). Cependant, afin de pouvoir étaler le sable en cas de besoin, l'exploitant devra mettre en place des pelles à proximité de ces deux réserves sous un délai d'un mois.

Le confinement des eaux d'extinction d'un incendie est assuré par le sous-sol du bâtiment principal dont la configuration permet une rétention des eaux d'une capacité adaptée. A cet effet, la dalle ainsi que les murs du sous-sol sont en béton étanche. Deux barrières métalliques basculantes avec joint d'étanchéité sont installées au droit des accès au sous-sol de façon à assurer son isolement. Les barrières se ferment automatiquement en déclenchant une alarme sonore, lorsque de l'eau est détectée par des sondes de niveau installées en trois points du sous-sol. La fermeture des barrières peut également être commandée manuellement par un bouton poussoir situé à proximité du tableau électrique. Le bon fonctionnement du déclenchement et du basculement des barrières est vérifié tous les 3 mois par l'exploitant. La société AD PLATING a présenté à l'inspection des installations classées la procédure décrivant notamment la fermeture manuelle des barrières basculantes pour assurer le confinement des eaux d'extinction d'un incendie. Cette procédure devra toutefois être affichée à l'entrée de l'établissement et un exemplaire sera aussi adressé aux services extérieurs d'incendie et de secours dans les meilleurs délais.

Le désenfumage du bâtiment principal est assuré au moyen d'exutoires de fumées installés en partie haute, dont la surface cumulée est supérieure au 1 / 200 de la superficie au sol de l'atelier. Les commandes d'ouverture manuelle des exutoires de fumées sont regroupées près d'une issue de secours du bâtiment. Elles sont facilement repérables et aisément accessibles. L'état et le bon fonctionnement des trappes de désenfumage font l'objet d'un contrôle annuel réalisé par une société spécialisée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Recensement des parties à risques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.7.3. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 10.
Thème(s) : Risques accidentels. Locaux à risques.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 5.7.3 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2009 modifié :</u></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'établissement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'établissement la nature du risque (incendie, explosion ou émanations toxiques). Ce risque est signalé et les zones correspondantes sont reportées sur un plan qui est tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les zones de risque incendie sont constituées de volumes à l'intérieur desquels, compte tenu des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.</p> <p>Les zones de risque explosion sont constituées des volumes à l'intérieur desquels une atmosphère</p>

explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.

Article 10 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.

Constats :

L'établissement est constitué d'un bâtiment principal disposant d'un rez-de chaussée, d'un sous-sol et d'un étage dans sa partie Est. Son emprise au sol est d'environ 1350 m². Le rez-de-chaussée accueille notamment les installations de production et la station d'épuration des eaux résiduaires industrielles. Le sous-sol est occupé par des stockages de produits chimiques, les cuves de collecte des effluents industriels avant leur traitement dans la station d'épuration et du matériel de maintenance. L'étage est destiné aux bureaux.

Un autre petit bâtiment de plain-pied, d'une surface au sol d'environ 230 m², abrite des déchets dangereux avant leur enlèvement (bennes de boues d'hydroxydes, produits chimiques ou bains usagés) ainsi que des matériels divers

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un plan localisant les zones à risques qu'il a identifiées.

A ce titre, les zones à risque d'incendie suivantes ont ainsi été recensées :

- L'ensemble de la chaîne de production, y compris l'axe de séchage/ finition et de stockage des pièces traitées (rez-de-chaussée).
- La station d'épuration des eaux résiduaires industrielles (rez-de chaussée).
- Le stockage des produits chimiques en sous-sol comprenant des liquides inflammables et des produits avec mention de danger H 300, H 301, H 330 et H 331 (cyanures de potassium, de sodium, de cuivre et d'argent, carbonate de nickel, chlorure de nickel).
- Le petit bâtiment annexe sus-mentionné.

Par ailleurs, afin de déterminer les zones à risque d'explosion, une étude a été réalisée en juin 2014 par AD PLATING avec l'assistance technique de l'organisme BUREAU VERITAS. Les zones suivantes ont ainsi été identifiées dans le bâtiment principal ou dans le petit bâtiment annexe :

- L'annexe au laboratoire constituée par un local extérieur dans lequel une bouteille d'acétylène est stockée (rez-de chaussée)
- La zone du poste de charge des batteries montées sur un engin de manutention (rez-de chaussée)
- La chaîne de production au droit des deux seuls axes dédiés aux traitements de surfaces (hors axes de séchage / finition et stockage des pièces traitées).

<ul style="list-style-type: none"> • La chaufferie implantée au sous-sol (chaudière au gaz naturel) • Un stockage de liquides inflammables en sous-sol constitué par une armoire contenant une dizaine de flacons d'un litre unitaire. • Une dizaine de bouteilles de propane de 13 kg unitaire stockées dans le petit bâtiment annexe. <p>Les zones à risques d'explosion sont repérées au moyen d'une signalétique appropriée (panneau jaune « Ex » apposé au droit des installations concernées).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques - Conception.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, articles 5.6.3.1 et 5.6.5.1. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 17.
Thème(s) : Risques accidentels. Installations électriques.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 5.6.3.1 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2009 modifié :</u></p> <p>Les installations électriques doivent être conformes aux prescriptions du décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 et des arrêtés et circulaires d'application subséquents concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les installations basse tension sont conformes aux dispositions de la norme NF C 15.100.</p> <p>Le dossier prévu à l'article 55 du décret du 14 novembre 1988 est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Article 5.6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2009 modifié :</u></p> <p>Vérifications périodiques : Le matériel électrique [...] fait l'objet de vérifications périodiques par une personne compétente. Il convient en particulier de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous les organes nécessaires à la mise en œuvre des dispositifs de sécurité. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre.</p> <p>La périodicité et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux-dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs à ces vérifications.</p> <p><u>Article 17 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 :</u></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques font l'objet d'une vérification annuelle par la société BUREAU VERITAS (agence de Chavanod -74). A ce titre, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les rapports de contrôle des trois dernières années datant des 05 septembre 2019, 10 septembre 2020 et 06 septembre 2021.</p>

Les observations mentionnées dans les rapports (demande de réparation ou remise en conformité des installations) sont prises en compte en faisant intervenir soit un personnel de l'entreprise AD PLATING habilité pour opérer sur les installations électriques (petits travaux), soit, en tant que de besoin, une société spécialisée pour les travaux plus importants (ELTIS située à Seynod – 74). Les interventions réalisées à ce titre sont formalisées et tracées par l'exploitant au moyen d'un logiciel de gestion de production assistée par ordinateur.

Par ailleurs, les installations électriques sont aussi contrôlées deux fois par an par thermographie (dernière intervention assurée le 20 décembre 2021 par la société BUREAU VERITAS à La-Motte-Servolex – 73). Les rapports de contrôle établis par le BUREAU VERITAS ont également été présentés à l'inspection des installations classées.

Les contrôles périodiques des installations électriques sont consignés dans le registre sécurité de l'entreprise.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – Mise à la terre.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.6.4. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 17.

Thème(s) : Risques accidentels. Installations électriques.

Prescription contrôlée :

Article 5.6.4 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2009 modifié :

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu de la nature explosive ou inflammable des produits.

Article 17 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 :

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Constats :

Les installations de traitements de surfaces ainsi que celles de la station d'épuration ne comportent pas d'éléments métalliques (les canalisations, les cuves de traitement ou de rinçage ainsi que les cuves de collecte sont en Polychlorure de vinyle – PVC ou en Polypropylène - PP). Cela étant, la vérification de la mise à la terre des autres installations est réalisée à l'occasion du contrôle annuel des équipements électriques mentionné dans le point de contrôle précédent.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – Installations de chauffage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019 modifié, article 17.
Thème(s) : Risques accidentels. Installations électriques.
Prescription contrôlée : <u>Article 17 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 :</u> Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.
Constats : L'atelier de production est chauffé au moyen d'une gaine accrochée tout le long du plafond du bâtiment et dans laquelle circule de l'air chaud produit par un générateur fonctionnant au gaz naturel (dispositif appelé « <i>make up</i> »).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – Chauffage des bains.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 6.1.2.7.4. Arrêté ministériel du 09/04/2019, articles 17 et 54.
Thème(s) : Risques accidentels. Installations électriques.
Prescription contrôlée : <u>Article 6.1.2.7.4 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2009 modifié :</u> Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. <u>Article 17 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 :</u> Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. <u>Article 54 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 :</u> Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.
Constats : La chaudière à gaz installée au sous-sol du bâtiment principal produit de l'eau chaude à 80 / 85 °C. Cette eau circule ensuite dans des serpentins d'échange de chaleur qui passent au sein même de certains bains de traitement de surfaces afin d'assurer leur chauffage : <ul style="list-style-type: none">• Bains de dégraissage maintenus à une température de 60 / 65°C.• Bains de décapage maintenus à une température de 40 °C.

- Bains de cuivrage et de nickelage maintenus à une température de 50 °C.
- Bains de dorure maintenus à une température de 40 °C.

La température des autres bains (argenture et étain) est aussi régulée de façon à ne pas dépasser les 20°C. A cet effet, le dispositif utilisé est aussi constitué de serpentins d'échange plongés dans les bains, dans lesquels circule cette fois un fluide frigorigène produit par un groupe froid.

Les serpentins d'échange sont en acier inoxydable ou en Polypropylène.

Les fluides caloporteurs (eau chaude ou fluide frigorigène) sont en circuits fermés. Leurs débits sont régulés au moyen d'une électrovanne dont l'ouverture ou la fermeture est pilotée par une sonde installée dans les bains et calibrée sur la température de consigne à respecter.

Les bains sont aussi munis d'une sonde de niveau bas qui détecte le manque de liquide et entraîne la coupure de la circulation du fluide caloporteur.

Le bon fonctionnement des sondes de température est contrôlé chaque année par l'exploitant et celui des sondes de niveau tous les mois. Ces vérifications sont formalisées et tracées par l'exploitant au moyen du logiciel sus-mentionné de gestion de production assistée par ordinateur.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – Moyen d'alerte.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.6.8. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 14.
Thème(s) : Risques accidentels. Moyens de lutte.
Prescription contrôlée : <u>Article 5.6.8 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2009 modifié :</u> Moyens de secours contre l'incendie L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none">•• [...]• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. <u>Article 14 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 :</u> Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
Constats : L'établissement dispose d'un système de détection d'un incendie constitué par des détecteurs ponctuels de fumées installés au niveau des bureaux et des locaux sociaux et d'un dispositif de détection de fumées par aspiration installé dans l'atelier de production (système VESDA basé sur une mesure optique de la présence de molécule de gaz) Ce dispositif déclenche une alarme sonore qui est aussi reportée sur un tableau central de contrôle. L'alarme est parallèlement télé-transmise auprès d'une société de surveillance (AGVEILLE groupe SOTEL à Pugnet-sur-Argens - 83). En dehors des heures de service de l'établissement (nuit, fin de semaine) cette société est chargée d'appeler les personnes de la société AD PLATING placées sous astreinte, ou fait ensuite intervenir sur place, si nécessaire, du personnel de la société de gardiennage Haute Savoie Sécurité Privée (HSSP) basée à Sallanches (74) pour une levée de doute ou pour alerter les services de secours. Le bon fonctionnement de l'installation de détection automatique d'un incendie fait l'objet d'un contrôle annuel réalisé par la société DEF (Saint-Priest - 38), dont la dernière intervention date du 12 mai 2021. Ces vérifications périodiques sont consignées dans le registre sécurité de l'entreprise. Par ailleurs, l'appel des services extérieurs d'incendie et de secours peut être assuré au moyen de téléphones fixes ou portables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – Extincteurs et points d'eau incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.6.8. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 14.

Thème(s) : Risques accidentels. Moyens de lutte.

Prescription contrôlée :

Article 5.6.8 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2009 modifié :

Moyens de secours contre l'incendie

L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un poteau d'incendie de diamètre 100 mm conforme à la norme NF S 61.213 situé à moins de 200 mètres à l'extérieur de l'établissement,

- d'extincteurs en nombre suffisant répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction devront être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés.

Ces moyens sont répartis et mis en œuvre conformément à un plan de défense établi en accord et suivant les instructions du directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Un exemplaire actualisé de ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées,

- De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

- D'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Article 14 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 :

Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Constats :

En matière de moyens de lutte contre l'incendie, l'entreprise est équipée d'extincteurs à poudre (portatifs de 9 kg), d'extincteurs à eau pulvérisée avec additif (portatifs de 6 litres) et d'extincteurs au CO₂ (portatifs d'une capacité de 2 ou 5 kg). Leur présence a été constatée par sondage. Ils sont signalés, visibles et facilement accessibles.

Un poteau d'incendie est installé à environ 86 mètres de l'entrée du bâtiment principal de l'établissement. Selon un rapport d'essai présenté par l'exploitant, le débit d'eau de ce poteau est supérieur à 80 m³/h sous 1 bar et la pression dynamique s'élève à 4 bars pour un débit de 60 m³/h.

Deux réserves de sable stockées dans des fûts en plastique de 100 litres sont installées dans

l'établissement, dont l'une est présente au niveau du rez-de-chaussée du bâtiment principal, à proximité des lignes de traitement de surfaces, et la seconde au niveau du sous-sol. Par contre, il n'a pas été constaté la présence de pelles. L'exploitant devra donc mettre en place des pelles à proximité des deux réserves de sable sous un délai d'un mois.

Les plans des locaux et d'évacuation sont affichés en différents endroits de l'établissement et notamment à son entrée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie – Entretien.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, articles 5.6.8 et 5.6.5.1. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 14.
Thème(s) : Risques accidentels. Moyens de lutte.
Prescription contrôlée : <u>Article 5.6.8 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2009 modifié :</u> Moyens de secours contre l'incendie L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...]. Ces matériels devront être maintenus en bon état. Leur vérification prévue à l'article 5.6.5.1 se fera au moins une fois par an. <u>Article 5.6.5.1 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2009 modifié :</u> Vérifications périodiques : Le [...] et les moyens de secours contre l'incendie font l'objet de vérifications périodiques par une personne compétente. Il convient en particulier de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous les organes nécessaires à la mise en œuvre des dispositifs de sécurité. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre. La périodicité et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs à ces vérifications. <u>Article 14 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 :</u> Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
Constats : Les extincteurs sont vérifiés tous les ans par la société EUROFEU Services (Saint-Blaise-du-Buis – 38), le dernier contrôle datant du 04 juin 2021. Ces vérifications périodiques sont consignées dans le registre sécurité de l'entreprise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – Dimensionnement et organes de commande.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.1.7.4. arrêté ministériel du 09/04/2019, article 20.III.
Thème(s) : Risques accidentels. Confinement des eaux incendie.
Prescription contrôlée : <u>Article 5.1.7.4 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2009 modifié :</u> Les réseaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un incendie sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés, ou de tout autre dispositif équivalent, dont la capacité sera déterminée en liaison avec le service départemental d'incendie et de secours. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin (de confinement des eaux incendie) doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. <u>Article 20.III de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 :</u> Rétentions et bassin de confinement L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances.
Constats : La configuration du bâtiment de l'établissement, dont le sol du rez-de-chaussée présente des pentes adaptées, permet de diriger les eaux d'extinction d'un incendie vers le sous-sol qui dispose d'un point bas constitué d'une petite fosse en béton enterrée. La dalle ainsi que les murs du sous-sol sont aussi en béton étanche. Deux barrières métalliques basculantes avec joint d'étanchéité sont installées au droit des accès au sous-sol de façon à assurer son isolement. Les barrières se ferment automatiquement au moyen de vérins pneumatiques en déclenchant une alarme sonore, lorsque de l'eau est détectée par des sondes de niveau installées en trois points du sous-sol (une sonde placée dans la petite fosse sus-mentionnée et une sonde placée dans deux petites fosses aménagées dans le sous-sol à proximité des barrières). La fermeture des barrières peut également être commandée manuellement par un bouton poussoir situé à proximité du tableau électrique. Le volume nécessaire du bassin de confinement ainsi constitué a été déterminé par l'exploitant en s'appuyant sur le guide technique D9A portant sur le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction. Il s'élève à 127 m ³ pour une hauteur des barrières de 0,26 m. Le bon fonctionnement du déclenchement et du basculement des barrières est vérifié tous les 3 mois par l'exploitant (dernier contrôle en date du 19 avril 2022). Ces vérifications périodiques sont formalisées et tracées au moyen du logiciel sus-mentionné de gestion de production assistée par ordinateur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – Consignes.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.1.7.4. Arrêté ministériel du 09/04/2019, article 20.III.
Thème(s) : Risques accidentels. Confinement des eaux incendie.
Prescription contrôlée : <u>Article 5.1.7.4 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2009 modifié :</u> Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Ils sont utilisables par les services d'incendie et de secours en cas d'intervention selon une procédure que l'exploitant aura préalablement établie et dont un exemplaire sera transmis aux services d'incendie et de secours. <u>Article 20.III de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 :</u> Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la procédure décrivant notamment la fermeture manuelle des barrières basculantes pour assurer le confinement des eaux d'extinction d'un incendie. Cette procédure devra toutefois être affichée à l'entrée de l'établissement et un exemplaire sera aussi adressé aux services extérieurs d'incendie et de secours dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2009 modifié, article 5.6.2
Thème(s) : Risques accidentels. Désenfumage.
Prescription contrôlée : <u>Article 5.6.2 de l'arrêté préfectoral du 13/08/2009 modifié :</u> [...] Les locaux exposés à des risques d'incendie sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. La surface totale de ces dispositifs ne doit pas être inférieure au 1/200ème de la superficie des locaux. Ils doivent pouvoir être actionnés automatiquement et manuellement en toutes circonstances. Les commandes d'ouverture manuelle sont reportées près des accès et devront être facilement repérables et aisément accessibles.
Constats : Le désenfumage du bâtiment principal est assuré au moyen de huit exutoires de fumées installés en partie haute. L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées un plan localisant ces dispositifs ainsi qu'une note de calcul justifiant que la surface cumulée des exutoires est supérieure au 1 / 200 de la superficie au sol de l'atelier. L'ouverture des trappes de désenfumage est actionnée par des vérins pneumatiques alimentés au moyen d'un gaz sous pression accumulé dans un cartouche. La percussion de cette cartouche permettant de libérer le gaz est réalisée soit manuellement par bouton poussoir, soit automatiquement par un dispositif de commande composé d'une sonde thermo-fusible. Les commandes d'ouverture manuelle des exutoires de fumées sont regroupées près d'une issue de secours du bâtiment. Elles sont facilement repérables et aisément accessibles. L'état et le bon fonctionnement des trappes de désenfumage font l'objet d'un contrôle annuel réalisé par la société ECODIS / KINGS PAN (Saint-Priest- 69) dont la dernière intervention date du 15 décembre 2021. Ces vérifications périodiques sont consignées dans le registre sécurité de l'entreprise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

